

Association la Boite Sans Projet -Amiens- [boitesansprojet@gmail](mailto:boitesansprojet@gmail.com) - Romain
Ladent : 06.21.23.20.38
Association l'Établi - Bordeaux- etabliabordeaux@gmail.com
Association Si On s'alliait - Rennes- sionsallait@gmail.com
SCOP d'éducation populaire le Contrepied -Rennes-
contact@lecontrepied.org. : 09 64 04 95 42
SCOP d'éducation populaire la Braise - Strasbourg- victor@cooperative-labraise.fr
La Trame, activité au sein de la SCOP Oxalis - Rennes- [e.banovich@oxalis-
scop.org](mailto:e.banovich@oxalis-scop.org)

Lettre à destination des représentant-e-s des médias régionaux, des fédérations d'éducatrices populaires, des représentant-e-s de l'état en charge des politiques jeunesse, des représentant-e-s de l'éducation nationale, des élu-e-s des collectivités territoriales, des député-e-s....

Le 16 juin, le gouvernement Macron/Philippe a mis en place son **Service national universel (SNU)** à destination des jeunes âgé-e-s de 15 à 18 ans. Pour ce faire, il s'est appuyé sur de multiples associations d'éducatrices populaires (CEMEA, Ligue de l'enseignement, Famille Rurales, JPA, Léo Lagrange, les PEP,...) qui sortent ici de leurs champs de compétence.

Dès le mois de novembre 2018, plusieurs syndicats dont Sud Asso avaient vu juste en dénonçant la « **militarisation du dispositif** » dans un appel à boycotter qu'ils avaient publié au début de l'été. Les premières **images du dispositif sont effrayantes** : jeunes en uniforme chantant la Marseillaise au garde-à-vous, participation à des commémorations militaires, lever du drapeau. Ces retours font davantage penser à un camp organisé par un groupuscule d'extrême droite qu'à des jeunes « engagé-e-s ».

Avec le SNU¹, « l'engagement » se confond avec la mise au pas : encadrement militaire, imagerie autour d'un « creuset républicain » et de la rhétorique de l'assimilation, la « sécurité » et la « défense et la mémoire ». **Le caractère obligatoire du dispositif est déjà envisagé sous peine de sanctions** : interdiction de passer le Code de la route ou de s'inscrire au baccalauréat ou à des concours administratifs. Les organisations de jeunesse (MRJC, JOC, Sud Asso, UNEF, UNL....) qui ont fait part de leurs oppositions au dispositif ont été éconduites sans discussion possible.

Le SNU est un vaste gaspillage d'argent public avec 1,5 milliard d'euros de dépenses prévues. Les services publics (par exemple les hôpitaux, les urgences, les EHPAD, l'éducation,...) et les associations ne fonctionnent plus faute de moyens. Pire, le budget de l'Éducation nationale est largement ponctionné pour financer l'expérimentation. Or n'est-ce pas justement le rôle de l'Éducation nationale de susciter la citoyenneté et le vivre ensemble et de permettre aux jeunes de s'émanciper ? Ce n'est pas du tout le sens que prend la réforme dite de « l'école de la confiance » portée par le ministre Blanquer. Sarkozy nous avait expliqué en 2007 que « *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal* ». Macron semble vouloir rajouter le bidasse en haut de ce classement nauséabond. Comme dans tous les secteurs de la société, l'idée même d'émancipation est abandonnée au profit du contrôle et de l'ordre.

1 Sources pour rédaction du courrier d'interpellation : « journal la rotative » et « communiqué Sud Asso »

Une vingtaine d'associations dont certaines qui se revendiquent du champ de l'éducation populaire ont accepté de participer à cette régression de la jeunesse en se détournant de leurs valeurs contre quelques deniers publics. Que viennent-elles faire dans ce dispositif ?

En premier lieu, lui servir de prétexte en monnayant leurs images pour l'adoucir et nous servir une bonne louche « d'engagement » et de bons sentiments. Dans les faits, ces associations vont louer des infrastructures (centres de vacances), encadrer des sessions du dispositif, mettre à disposition des animateurs et animatrices pour surveiller les « maisonnées », animer des sessions autour d'ateliers sportifs qu'on imagine bien « virils » ou lutter contre les discriminations et être garantes des valeurs de la république.

Il y a un autre enjeu pour ces associations : participer à la promotion du travail gratuit via la seconde phase « d'engagement » qui consacrera le volontariat en service civique.

Nous reprenons ici les mots de Yann Lasnier un des cadres de Léo Lagrange qui appuie ce dispositif dans le journal *Marianne*, pour lui, il conditionne sa participation au fait « que les financements de ces deux phases ne finissent pas par dévorer les crédits alloués au service civique ». On en conclut que pour lui, il n'y a aucun problème pour prendre de l'argent sur le budget de l'Éducation nationale, mais merci de ne pas toucher au service civique.

La participation d'associations historiques d'éducation populaire, telles que la Ligue de l'enseignement, les Céméa, Familles Rurales, Léo Lagrange et beaucoup d'autres, nous montre ce qu'est devenu le secteur de l'« éduc' pop », un vassal de l'État sans éthique ni valeurs et sans aucune perspective de transformation sociale. D'autant plus que le SNU n'aurait jamais été possible sans la complicité de ces associations !

Nous rappelons que ce sont 800 000 jeunes qui se verront dans l'obligation de participer à ce Service National Universel.

À ce titre, le silence des grosses fédérations associatives est assourdissant.

Nous souhaitons

- **L'arrêt de l'expérimentation** du Service national universel
- **Des moyens pour renforcer les dispositifs existants dans l'éducation nationale, le secteur sportif, le secteur associatif et l'éducation populaire** qui sont menacées et pourtant vitaux pour l'émancipation des jeunes et l'affirmation de leur citoyenneté
- **Un positionnement clair des principales fédérations d'éducatrices populaires**, des têtes de réseau (mouvement associatif, CRAJEP, ...) vis-à-vis du SNU
- Un positionnement clair des élu-e-s locaux, chefs d'établissements, vis-à-vis du sens et de l'impact que pourrait avoir le SNU sur la jeunesse

Nous pouvons encore **réagir, arrêter ce projet et réaffecter son budget pour améliorer** ce qui existe déjà (Éducation Nationale, Enseignement Supérieur, Vie Associative, éducation populaire, politique sportive)

Les signataires :

Associations d'éducation populaire : Boite Sans Projet (Amiens), la Fabrique d'Images (Amiens), Emma (Amiens), Si On S'Alliait (Rennes), L'Établi (Bordeaux), Colères du Présent (Arras), AMIS (Alternatives malakoffiotes pour l'initiative solidaire (Malakoff)

Coopératives d'Éducation populaire : Le Contrepied (Rennes), la Braise (Strasbourg), la Trame (Rennes)